

Dossier

L'Europe à vau-l'eau ?

Dossier coordonné par
FRÉDÉRIC LEBARON
ET LOUIS WEBER

Le Parlement européen vient d'adopter à la majorité le paquet législatif dit de « gouvernance économique ». Ces six directives – le *Six pack* comme certains le disent plaisamment – sont présentées par les instances européennes comme la réponse de l'UE à la crise économique.

En réalité, elles donnent un caractère systématique aux politiques d'austérité en Europe et au contrôle des budgets publics nationaux par la Commission européenne. Ce transfert de compétences s'est fait en l'absence de tout débat démocratique dans les pays membres, et même de toute information véritable.

Le risque est donc grand de voir appliquées à d'autres pays, voire à la majorité des pays de l'UE, les recettes du « plan d'aide » à la Grèce, qui est en fait un plan d'aide aux banques et aux entreprises, dont les marchands d'armes, qui détiennent des créances sur ce pays. On en voit déjà les conséquences catastrophiques pour les populations.

Sont ainsi reprises des politiques semblables à celles des années 1930, qui auront pour conséquence d'aggraver la situation économique et sociale en Europe, à travers la baisse des investissements publics, la réduction des dépenses sociales, la stagnation voire la diminution des salaires et le démantèlement du droit du travail, préludes à une récession de longue durée.

Les « raccourcis » pour éviter le débat démocratique, au nom supposé de l'efficacité, ne sont pas nouveaux non plus. Dans un article de la revue *Transform !*, Fritz Weber, historien de l'économie spécialisé dans l'histoire du mouvement syndical et des banques en Europe centrale aux XIX^e et XX^e siècles, rappelle ainsi que dans l'Autriche des années 1930, « la démocratie n'a pas seulement été mise à mal par Dollfuß et consorts, mais aussi par les experts financiers de la Société des nations [SDN], pour qui la lenteur des processus de décision parlementaires était un obstacle à l'assainissement rapide des finances de l'État »¹.

La logique autoritaire des « plans de sauvetage » actuels est apparue de façon caricaturale avec les palinodies autour du référendum grec, finalement refusé non pas par un gouvernement grec depuis longtemps soumis aux injonctions de la troïka (FMI, Banque centrale et Commission européennes) qui a de fait la haute main sur la

1. F. Weber, « Comparaison des crises de 1929 et d'aujourd'hui. Crises, bulles, spéculations », *Transform !*, numéro 9, novembre 2011. Disponible sur : <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article763>.

politique du pays, mais par la pression des partenaires européens, prétendant pour l'occasion simplement relayer celle dite des marchés financiers. On parle moins du cas de l'Irlande, à qui les mêmes partenaires ont imposé un *Memorandum of Understanding* avec des mesures extrêmement drastiques, le gouvernement devant par exemple rendre compte hebdomadairement de la situation budgétaire aux créanciers internationaux !

Cette dépossession de la souveraineté dans des domaines essentiels n'est certainement pas étrangère au sentiment d'inquiétude – économique, sociale, mais aussi identitaire – auquel il est souvent fait référence aujourd'hui. Avec, dans de nombreux pays, une récupération par les droites extrêmes qui n'est pas sans danger pour l'avenir de la démocratie.

Dans ce dossier, Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak replacent l'adoption des six directives sur la gouvernance européenne dans une histoire déjà longue de tentatives de mettre en cause l'autonomie des États membres. Elles les obligent au strict respect de règles dont les auteurs contestent la signification économique et qui nuisent à leur capacité à stabiliser leur économie. Soumettre la politique budgétaire des États à des comités d'experts, c'est engager une nouvelle étape vers la dépolitisation des politiques budgétaires. Imposer à tous les pays des politiques d'austérité freinera la reprise au nom d'un objectif, l'équilibre des finances publiques, qui peut être incompatible avec les nécessités de l'équilibre macroéconomique. Pour eux, c'est toute l'ambiguïté de la construction européenne actuelle : il faut certes une meilleure coordination des politiques économiques, mais celle qui est introduite aujourd'hui ne va pas dans le bon sens.

Frédéric Lebaron dresse un constat sévère de l'économie de l'Europe, trois ans après la crise des *subprimes* en 2008. Les politiques publiques menées jusqu'ici ont été accompagnées de dynamiques globalement défavorables en matière d'emploi, et les perspectives actuelles sont encore plus négatives. C'est dans ce contexte que s'opère cependant, depuis la mi-2010, un déplacement des politiques économiques vers un « mélange » (policy mix) encore plus restrictif, rappelant de plus en plus clairement les dynamiques « vicieuses » des années 1930. L'instabilité politique et sociale s'accroît. L'une des contradictions les plus fortes oppose ainsi les jeunes, globalement plus diplômés, en situation de chômage et de précarisation, et les plus âgés, plus attachés aux « équilibres » financiers. Cette opposition crée les conditions d'une montée des tensions sociales.

L'article de Michel Husson s'inscrit dans les débats actuels, à gauche, autour de la nation, du libre-échange et de la démondialisation. La nation est-elle le seul cadre permettant à la souveraineté populaire de s'affirmer ? Les projets de refondation de l'Europe sont-ils nécessairement des illusions « européistes », hors de portée dans un avenir prévisible ? L'auteur ne croit pas que le libre-échange est la cause de tous les maux, ni que la sortie de l'euro est une réponse à la crise. Pour lui, la solution est plutôt dans l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne, qui lui-même doit être combiné avec les luttes sociales menées dans chaque pays.

Catherine Samary s'intéresse aux retombées de la crise de l'Union européenne dans les NEMs, les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale. Les popula-

tions de ces pays espéraient vivre mieux et plus libres dans une Europe pacifiée qu'ils croyaient solidaire, sans frontières, dotée d'un « modèle social » et démocratique. Elles se sont heurtées à de nouveaux murs, particulièrement ceux de l'argent et du déséquilibre des relations entre pays du centre et périphéries. Les excédents commerciaux de ces pays sont dus essentiellement à la baisse de la demande intérieure et donc aussi des importations. Leur « compétitivité » repose sur les (très) bas salaires. Le repli nationaliste et xénophobe, notamment à l'égard des Roms, fait partie des pires possibles, ce que semblent déjà annoncer les votes d'extrême droite dans certains de ces pays.

Armando Fernandez Steinke analyse le cycle revendicatif qui a commencé en Espagne au printemps de 2011 avec le mouvement 15-M, les tendances profondes qui ont engendré de nouveaux sujets politiques dans le pays, les facteurs à la source du mouvement. Il constate qu'il y a trois groupes d'acteurs dans le mouvement : le noyau dur qui campe et dort sur les places, avec des militants au profil politique affirmé, ayant beaucoup de temps à consacrer au militantisme et peu d'obligations professionnelles et familiales ; des personnes qui viennent régulièrement aux réunions et sont fidèles au mouvement ; des visiteurs occasionnels qui ont d'autres priorités. Le mouvement et son avenir dépendent selon lui de leur degré d'intégration, mais aussi de la capacité à combiner implication individuelle directe, représentation institutionnelle et travail organisé.

Dans leur article, Giorgos Tsiridis et Dimitri Papanikolopoulos illustrent les particularités du mouvement grec contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement sous l'égide de l'UE et du FMI. Pour comprendre d'où il vient, ils s'intéressent d'abord à certaines particularités socio-économiques caractéristiques de la politique grecque dans le contexte plus large de l'Europe du Sud. Ils constatent ensuite que les Grecs ne se contentent pas de protester contre la baisse de leur revenu. Toute une génération de citoyens actifs, qui ressemble beaucoup à ses homologues de Tunisie, d'Égypte ou d'Espagne, est en lutte contre un État clairement corrompu, et exige des libertés fondamentales qui, en matière d'économie ou de démocratie, ne sont parfois que faux semblants aujourd'hui. ■